

Hiver 2019/20

PALESTINE INFO



Liban • Médias Sociaux • PSS • Annexion • La droite israélienne • Psychanalyse •
Jeunes voix de Gaza

Edito

Si les médias locaux rendent régulièrement compte des mouvements de protestation à Bagdad, Téhéran ou Hong Kong, d'autres protestations et leurs revendications ne reçoivent que peu d'attention. Cela est particulièrement vrai pour les protestations contre la puissance d'occupation israélienne. Le traitement inhumain de la population de la bande de Gaza par Israël, qui en porte la plus grande part de responsabilité, est peut-être trop intolérable et intenable pour que les journalistes s'en saisissent. Le projet *We Are not Numbers*, en laissant la parole à de jeunes auteur-e-s de la bande de Gaza, montre comment les personnes concernées expriment leur propre réalité. En outre, de nombreuses contributions audiovisuelles créatives produites ces dernières années présentent, avec des faits bien fondés ou de l'ironie, une nouvelle forme de résistance. Les médias sociaux jouent un rôle important – et ambigu – en tant que moyen d'information et de protestation. Pour les jeunes de la bande de Gaza, ils sont souvent le seul lien possible avec le monde extérieur. Cependant, et précisément parce qu'ils ont aussi un potentiel critique et subversif, les médias en ligne sont également soumis à la censure. Les autorités étatiques et les fournisseurs commerciaux tels que Twitter et Facebook interdisent de plus en plus les voix palestiniennes sur le net, contribuant ainsi à l'isolement des personnes concernées et à la dissimulation de la situation d'injustice dont elles souffrent. Ce numéro traite aussi de la question encore non résolue de la restitution des biens volés aux Palestiniens, et de la question de savoir comment les Israéliens abordent les politiques sionistes d'un point de vue psychanalytique et quels mécanismes de refoulement y jouent un rôle.

*La photo de la couverture et la plupart des autres photos de ce numéro, sauf indication contraire, sont tirées du film *La Tour* (voir page 3).*

Brèves

Compilées par la rédaction

Escalade de la répression en ligne

- Les médias sociaux jouent un rôle de plus en plus important pour faire connaître les violations du droit international et des droits humains dans le territoire palestinien occupé. Il n'est pas surprenant qu'Israël, mais aussi l'Autorité Palestinienne (AP) et le Hamas tentent de censurer les utilisateurs/utilisatrices critiques et les médias indépendants. Début novembre 2019, les comptes Twitter de nombreuses entreprises de médias palestiniennes ont été bloqués sans avertissement. L'AP utilise une nouvelle loi sur la cybercriminalité pour mettre hors ligne des sites web qui critiquent les dirigeants palestiniens et exposent leur corruption. Les comptes WhatsApp de divers journalistes et militant-e-s ainsi que les messages critiques sur Facebook ont également été supprimés. En Israël, des centaines de Palestiniens ont été arrêtés pour avoir publié des articles en ligne depuis 2015 (tinyurl.com/online-censorship). L'exemple le plus marquant est celui de la poétesse palestinienne Dareen Tatour, qui a été arrêtée pour avoir écrit un poème en ligne et n'a été libérée qu'après plusieurs mois. Le Centre arabe pour la promotion des médias sociaux *7amleh* souligne qu'Israël utilise des algorithmes pour passer systématiquement au peigne fin les articles à la recherche de mots-clés tels que «résistance» et utilise également des données privées en ligne de Palestiniens lors d'arrestations, d'interrogatoires et d'accusations. Cela conduit à une autocensure généralisée chez les jeunes Palestiniens. (tinyurl.com/uz738gs)

Les produits municipaux doivent être étiquetés dans l'UE

- La Cour de justice de l'Union Européenne a rendu un arrêt: Les produits provenant des colonies israéliennes dans le territoire palestinien occupé ne sont pas autorisés à porter l'appellation d'origine «Israël». Le vin, les fruits, les légumes et toutes les autres denrées alimentaires provenant du territoire palestinien occupé doivent être spécialement étiquetés. Ce règlement

devrait permettre aux consommateurs et consommatrices de décider de ne pas acheter des produits provenant des colonies. Le gouvernement israélien et les politiciens pro-apartheid en Europe ont protesté haut et fort contre ce jugement, le qualifiant d'«antisémitisme» (tinyurl.com/vtdwzul).

En Suisse également, les produits provenant des colonies israéliennes illégales ne peuvent pas être étiquetés comme des produits en provenance d'Israël. Cependant, il n'existe pas de réglementation précise sur l'étiquetage.

Le directeur régional de Human Rights Watch expulsé d'Israël

- Fin novembre, Omar Shakir, directeur régional de Human Rights Watch (HRW), a dû faire ses valises et quitter Israël. La Cour suprême israélienne l'a condamné en tant que partisan du mouvement BDS et a ordonné son expulsion. Depuis 2018, le soutien au BDS est considéré comme un motif d'interdiction d'entrée. HRW ne soutient pas le mouvement BDS, mais reconnaît sa légitimité ainsi que le droit à la lutte contre la légalisation des colonies israéliennes dans le territoire occupé. Cela s'accompagne également d'un appel à l'arrêt du commerce international des produits des colonies, car cela équivaut à la reconnaissance des colonies. Ce verdict montre que les tribunaux israéliens ne font aucune distinction entre Israël et les colonies qui violent le droit international. (tinyurl.com/wlccddor)

Journée internationale d'action contre «Puma»

- Le fabricant d'articles de sport Puma sponsorise la Fédération israélienne de football, qui comprend des équipes des colonies israéliennes illégales. Puma est intervenu après qu'Adidas ait suspendu sa coopération avec la Fédération en été 2018. Le mouvement BDS demande maintenant aussi au nouveau sponsor de cesser de soutenir la brutale occupation militaire et a appelé à une journée d'action. Dans 20 pays, des actions et des protestations ont eu lieu simultanément devant des magasins

de Puma. La campagne est soutenue par plus de 200 clubs sportifs palestiniens. Toute personne possédant des vêtements de sport Puma est invitée à y ajouter l'étiquette «boycott» et à participer à la campagne. (tinyurl.com/vms4kmf)

Une enquête de la Cour pénale internationale semble possible

• Le 20 décembre 2019, le procureur de la Cour pénale internationale, Fatou Bensouda, a fait éclater une bombe légale. Une enquête préliminaire a montré qu'il existe une base suffisante pour ouvrir une procédure pour des crimes de guerre présumés dans le territoire palestinien occupé. Il est donc possible que dans les prochaines années, Benjamin Netanyahu et d'autres politiciens et officiers militaires de haut rang israéliens soient accusés devant le tribunal de La Haye. Contrairement aux allégations des médias israéliens, les crimes de guerre présumés du Hamas et d'autres groupes armés palestiniens sont également mentionnés dans le rapport d'enquête préliminaire (tinyurl.com/r8shn7w). La prochaine étape consiste pour le tribunal à établir sa compétence juridique sur le territoire palestinien occupé ([/tinyurl.com/tej9kha](https://tinyurl.com/tej9kha)). Ce processus est déjà freiné et le gouvernement israélien fait pression – au moins rhétoriquement – pour arrêter complètement le processus (tinyurl.com/u8t5vlz).

Des représentants de l'ONU réprimant la décision du Bundestag allemand concernant le BDS

• Dans une lettre adressée au gouvernement allemand, cinq rapporteurs spéciaux de l'ONU expriment leur inquiétude quant à la décision du Bundestag de condamner le mouvement BDS comme étant antisémite. Ils y voient une tendance inquiétante à restreindre de manière disproportionnée la liberté d'opinion, de réunion et d'association. Dans le même temps, ils se félicitent des récentes décisions des tribunaux allemands en faveur du droit de soutenir le mouvement BDS (tinyurl.com/yx39r5fz). Le gouvernement allemand n'ayant pas répondu à la lettre, celle-ci a été publiée sur le site web du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits humains (tinyurl.com/qwm33vp).

La Tour – film d'animation sur l'histoire des Palestinien·ne·s au Liban

Jenny Bolliger



Wardi, une jeune fille de onze ans, vit avec sa famille dans le camp de réfugié·e·s palestinien·ne·s Bourj el Barajneh à Beyrouth, au Liban. La maison dans laquelle elle vit fait penser à une tour. Chaque génération construit un étage supplémentaire au-dessus de la maison existante. Quand son arrière-grand-père bien-aimé remet un jour à la jeune fille la clé de sa maison en Palestine, cela la rend très triste. Elle pense qu'il a perdu tout espoir de rentrer chez lui. À la recherche de l'espoir perdu, elle rencontre différentes générations de réfugié·e·s palestinien·ne·s au Liban, qui lui racontent leurs expériences et lui expliquent leur vision des choses. Le film, réalisé avec différentes techniques d'animation, est très impressionnant et touchant, bien documenté et magnifiquement conçu par le réalisateur norvégien Mats Grorud.

Grorud, qui a étudié à Beyrouth dans les années 1990, est retourné au Liban et en Palestine en 2019, avec ses marionnettes et le film dans ses bagages. Ces deux projections

du film ont été documentées sur un nouveau film.

Bande-annonce du film *La Tour* (1h20, arabe, anglais): vimeo.com/293027011
Projection du film au Liban: youtu.be/XIVYkpMT7g

Projection du film en Palestine: youtu.be/9S3AEkXjGiw



La fuite silencieuse hors du Liban

Jenny Bolliger

Les mouvements de protestation actuels au Liban sont également dirigés contre les difficultés extrêmes auxquelles sont confrontés les réfugié·e·s palestinien·ne·s dans le pays.



Depuis mi-octobre 2019, les Libanais·es descendent dans la rue pour protester contre le gouvernement et les pratiques mafieuses de la classe politique. Ils/elles sont soutenus dans leur contestation par les réfugié·e·s palestinien·ne·s qui espèrent mener un combat commun contre le pouvoir en place afin d'obtenir également de droits pour eux/elles-mêmes.

Les mouvements de protestation dans les camps de réfugié·e·s ont commencé dès juin. Ils ont été déclenchés par les rafles du gouvernement libanais contre la main d'œuvre étrangère ne possédant pas de permis de travail. Les Palestiniens·es sont considéré·e·s eux aussi comme des salarié·e·s étranger·e·s même s'ils/elles vivent au Liban depuis trois ou quatre générations.

Il y a déjà longtemps que plus de 40 métiers leur sont interdits. La nouvelle loi sur le travail exige que toutes les personnes considérées comme étrangères obtiennent un permis de travail du ministère du Travail. Cette nouvelle législation vise officiellement le million et demi de réfugié·e·s syrien·ne·s qui travaillent ou gèrent leur propre commerce au Liban.

Mais cette nouvelle réglementation a également touché les entreprises employant des salarié·e·s palestinien·ne·s, qui ont été nombreuses à devoir fermer parce que leurs salarié·e·s ne sont pas en mesure de produire les papiers nécessaires.

Jusqu'ici beaucoup de réfugié·e·s palestinien·ne·s au Liban parvenaient à s'en sortir en travaillant au noir. Aujourd'hui l'introduction du nouveau permis de travail rend leur situation beaucoup plus difficile étant donné son prix. L'employeur doit en effet verser une cotisation de sécurité sociale de 23 % du salaire pour les employé·e·s palestinien·ne·s alors même qu'en vertu de la loi, ils/elles ne peuvent pas – ou dans une mesure très limitée – bénéficier des prestations financées par les cotisations (p.ex. maintien du salaire en cas de maladie ou congé de maternité). De plus, dans les grandes entreprises, 75 % du personnel doit être libanais, ce qui diminuera encore les chances de trouver du travail pour les Palestiniens·es.

La vie dans une société à deux vitesses est épuisante. Un grand nombre de réfugié·e·s palesti-

nien·ne·s ne voient plus aucun avenir pour eux ou elles au Liban. Non seulement le climat politique menace de dégénérer, mais les attaques contre l'UNRWA, l'agence onusienne qui vient en aide à plus de 5,4 millions de réfugié·e·s palestinien·ne·s, se multiplient et contribuent à aggraver la situation. Sous l'administration Trump, les États-Unis ont suspendu leur contribution à l'UNRWA et les autres pays ne compensent qu'insuffisamment les fonds manquants. L'agence ne peut donc que difficilement s'acquitter de son mandat, consistant à assurer la formation scolaire et les soins de santé, et a été contrainte de réduire ses prestations. Elle fait l'objet de critiques, principalement de la part d'Israël et des représentant·e·s politiques qui nient fondamentalement la responsabilité israélienne dans la question des réfugié·e·s et le droit au retour de ces dernier·e·s. Le ministre suisse des Affaires Étrangères Ignazio Cassis s'est rallié à ce concert de voix pro-israéliennes en affirmant, dans la droite ligne de la propagande israélienne, que l'agence onusienne contribuait à entretenir le problème des réfugié·e·s et qu'il convenait donc de remettre son rôle en question.

La chaîne d'information Al Jazeera qualifie la migration des réfugié·e·s palestinien·e·s hors du Liban de fuite silencieuse. Début 2019, en trois mois seulement, plus de 1500 Palestiniens·es ont quitté le Liban en direction de l'Europe. L'UNRWA estime que sur les 473 000 réfugié·e·s enregistré·e·s, seulement 174 000 séjournent encore dans le pays. Ces dernières années ont vu la naissance d'un réseau qui fait passer les réfugié·e·s en Espagne via l'Amérique du Sud. Dans les camps de réfugié·e·s palestinien·e·s, un grand nombre de maisons sont en vente. Leurs propriétaires espèrent tout simplement pouvoir vivre dignement ailleurs.

Quand la technologie ravive la résistance

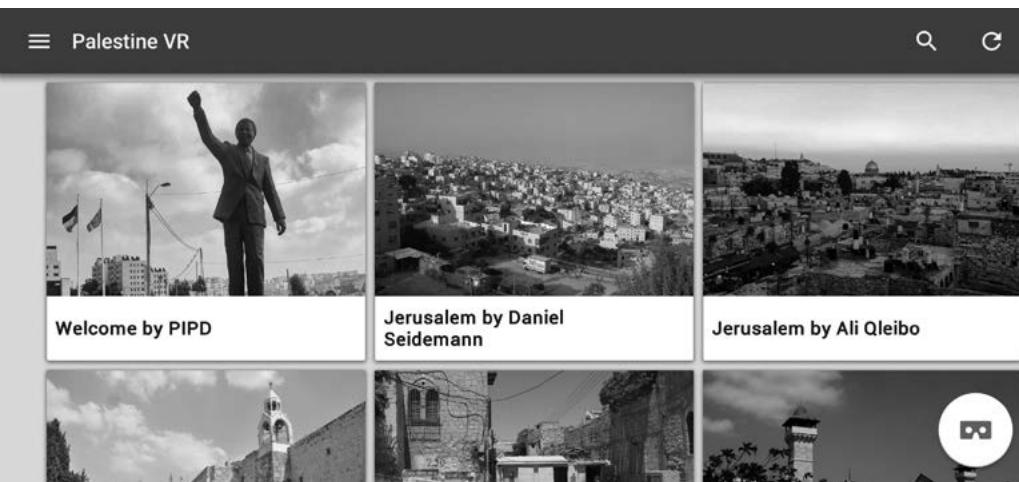
Mafalda Lod

Diverses applications permettent de visualiser virtuellement la réalité de la vie palestinienne. Les ressources en ligne fournissent des outils visuels bien documentés. Un regard sur de multiples formes créatives de résistance par de moyens visuels.

avaient organisé un voyage en Palestine, presque au même moment où des dizaines d'autres élus américains, démocrates et républicains, participaient au voyage annuel en Israël, organisé par le puissant groupe de pression pro-israélien AIPAC. Ils ont évidemment pu effectuer leur voyage sans problèmes, mais l'itinéraire des deux élues a moins plu au gouvernement de Netanyahu; elles souhaitent découvrir de leurs propres yeux la réalité de l'occupation et du régime d'apartheid israélien, et rencontrer des militant·e·s pacifistes palestinien·ne·s et israélien·ne·s, puis de se rendre à Jérusalem, Ramallah, Hébron et dans le reste de la Cisjordanie. Après plusieurs tergiversations, et suite aux incitations de Donald Trump, le gouvernement a préféré bannir les deux représentantes américaines et a invoqué pour cela leur soutien au mouvement de boycott BDS – illégal en Israël.

Réalité virtuelle

Ni une, ni deux, les membres de l'Institut Palestinien pour la Diplomatie Publique ont réagi: suivant le proverbe populaire «si la montagne ne va pas à Mahomet, Mahomet ira à la montagne», ils ont reproduit le parcours des élues en réalité virtuelle, en partenariat avec des guides locaux. Le but étant de donner à tout un chacun une expérience de la réalité de l'occupation, mais aussi de «sortir des carcans habituels des discours sur le conflit israélo-palestinien, sur le processus de paix qui ne fonctionne pas, sur les traités, pour parler plutôt des humains et de leur réalité» nous explique Inès Abdel Razek-Faoder, membre de l'institut. «Nous voulons que les politiciens prennent des décisions basées sur la réalité vécue des gens», nous dit-elle. Mettons donc un casque de réalité virtuelle, ou prenons simplement notre smartphone ou ordinateur, et allons voir! Différentes personnes se proposent de nous guider à travers quelques-unes des arrêts essentiels pour mieux comprendre la situation actuelle en Palestine. Nous commençons par Jérusalem, où Daniel Seidemann, un

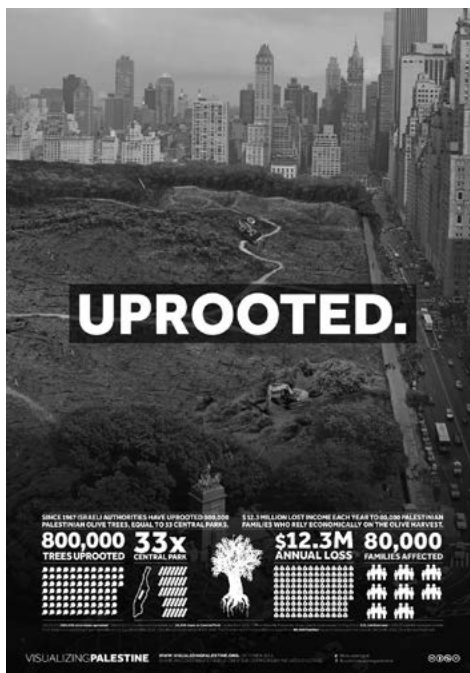


Page d'accueil de l'application Palestine VR

Il ne manque plus que l'odeur du café à la cardamome pour se sentir réellement dans les échoppes de la rue Shuhada d'Hébron. Le reste, les barbelés, les clôtures, les soldats et les colons sont bien visibles dans le panorama à 360° qu'offre l'application Palestine VR. Quand notre guide, Muhammad de l'association Youth Against Settlements, nous indique de la main les tours d'observation militaires qui surplombent l'ancienne rue commerçante palestinienne, un simple mouvement du téléphone permet de les voir et d'y distinguer les silhouettes des soldats israéliens, comme si on y était. Cette nouvelle application pour smartphones permet ainsi de se plonger virtuellement en Palestine, et de parcourir de manière interactive ses principaux lieux d'intérêt. Un concept qui plaît puisque l'application gratuite a déjà été téléchargée plus de 7000 fois.

C'est devant la statue de Nelson Mandela, offerte à la ville de Ramallah par l'Afrique du Sud en 2016, qu'on retrouve Salem Barahmeh, le directeur du Palestine Institute for Public Diplomacy et créateur de l'application. Tout un symbole pour celui qui souhaite montrer son pays différemment: «c'est la Palestine sans filtre, par les Palestiniens, pour le reste du monde». Montrer la Palestine et la réalité de l'occupation, c'est le but recherché par l'institut depuis sa création en 2012. L'idée de créer une application d'immersion virtuelle a, elle, émergé récemment suite à un petit séisme dans les relations américano-israéliennes; en août 2019, le gouvernement israélien décide d'interdire l'entrée sur le territoire aux deux premières élues musulmanes des Etats-Unis, Ilhan Omar et Rashida Tlaib, cette dernière étant d'origine palestinienne. Les deux démocrates

avocat israélien, fondateur de l'association Ir Amim – For an Equitable and Stable Jerusalem with an Agreed Political Future (Pour un Jérusalem stable et équitable, avec un futur politique défini par un accord) – nous emmène le long de la route 1, sur les traces de la Ligne verte, qui selon le droit international est la ligne d'armistice divisant Jérusalem entre l'Etat d'Israël et le Territoire palestinien occupé. Mais grâce aux incursions de notre guide dans les différents quartiers de Jérusalem Est, nous sommes confrontés à la réalité du terrain, bien loin de la définition théorique des Nations Unies. Le premier arrêt à l'Est de Jérusalem, dans le quartier de Sheikh Jarrah, nous balade devant les maisons occupées par les colons israéliens et leurs drapeaux blancs et bleus hissés à la hâte. Puis, petit saut à French Hill, un des plus grands quartiers colonisés illégalement de Jérusalem, où les quelques chiffres donnés par notre guide donnent le vertige: les



Infographique de VisualizingPalestine.org

immeubles modernes, longeant une colline ensoleillée que l'on aperçoit en arrière-plan font partie des 55 000 logements construits par Israël depuis 1967 pour judaïser cette partie de la ville, en expropriant 1/3 des terres que détenaient ici les habitants palestiniens. La visite se poursuit dans le quartier d'Issawiya, ancien quartier de Jérusalem coupé de la municipalité par le mur d'apartheid, puis dans le camp de réfugié-e-s de Shuafat, et ses milliers d'habitants entassés ici depuis la guerre de 1967.

Après ce premier tour essentiel pour comprendre la logique de l'occupation, le tour se poursuit au cœur du conflit, dans la vieille ville de Jérusalem. Ce territoire d'un kilomètre carré, nous est présenté par un professeur d'anthropologie palestinien, Ali Qleibo. Les ruelles de la vieille ville, de l'Eglise du Saint-Sépulcre sont présentées et analysées par ce fin connaisseur de la région.

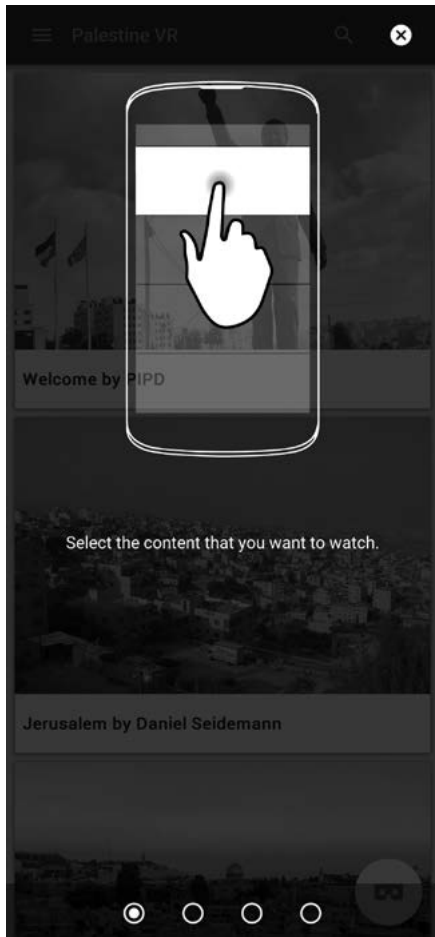
Les séquences s'enchaînent, on devient vite accro à la facilité de lecture et aux explications précises, factuelles et concises des différents interlocuteurs, ainsi qu'à cette possibilité de regarder autour de nous quand

on nous parle, comme un enfant dont on titille la curiosité. Nous avons déjà changé de ville, et sommes devant l'université de Bir Zeit au nord de Ramallah, puis d'un click à Khan Al Ahmar, ou dans le camp de réfugié-e-s d'Aïda à Bethlehem, ou encore à Ramallah, en compagnie de la plus jeune journaliste du monde, Jana Jihad.

Les vidéos sont belles, les explications riches, mais la valeur ajoutée incontestable de l'application Palestine VR est qu'elle permet de se rendre dans des lieux dont l'accès est compliqué voire impossible. Ali Qleibo nous reçoit ainsi sur la majestueuse esplanade des mosquées, devant le Dôme du Rocher éclairé par le soleil couchant. Nous sommes parmi les fidèles et les familles qui se réunissent pour pique-niquer sur l'esplanade, au cœur de ce lieu essentiel à la vie sociale palestinienne, sans être pour autant un touriste intrusif. D'un saut, nous entrons à l'intérieur du Dôme, et pouvons admirer ce joyau de l'architecture omeyyade; chose impossible pour les non-musulmans (le lieu de culte est réservé aux pratiquants) ou pour les millions de Palestiniens et de musulmans qui n'obtiennent pas l'autorisation de se rendre dans la ville sainte. Ce même sentiment d'exclusivité nous parcourt avec la dernière séquence disponible dans l'application, lorsque Yomna Al Sayyed nous fait emmener au marché d'Al Qaysariyya de Gaza City, l'enclave palestinienne assiégée depuis 2007. Une émotion partagée par Salem Barahmeh, «je vis ici, mais je ne suis pas autorisé à visiter Gaza», dit-il. «Quand j'ai vu les scènes de la plage, et tous les palestiniens présents, j'étais vraiment ému.»

Près de 40 vidéos informatifs

Dans la vidéo de lancement de l'application, Salem Barameh promet de nous offrir «A glimpse of Palestine» – un aperçu de la Palestine. Mais bien plus qu'un aperçu, c'est une vraie immersion, riche et pédagogique qu'elle nous permet d'effectuer. Grâce à une quarantaine de séquences, nous parcourons la Palestine du Nord au Sud,



en traversant sans douleur le mur de l'apartheid, les check-points, le désert et les routes ségréguées; les enseignements sont riches en apports théoriques, sur le droit international, l'occupation et ses conséquences. Ce qui prendrait une semaine sur place peut s'aborder en quelques heures, confortablement assis dans son canapé.

«Nous ne savons pas si Ilhan Omar et Rashida Tlaib ont essayé l'application», nous dit dans un sourire Inès Abdel Razek-Faoder, «nous leur avons proposé d'organiser un événement pour en discuter mais attendons encore une réponse». Le but est tout de même atteint, puisque des milliers d'autres personnes qui se retrouvent dans la même situation que les deux élues peuvent désormais passer outre les restrictions d'accès au Territoire palestinien occupé, imposées par Israël.

Palestine VR n'est de loin pas la seule manière de découvrir la Palestine grâce aux nouvelles technologies. Les Palestiniens se mobilisent de plus en plus pour transmettre au monde leur réalité, celle que les discours officiels de l'occupant tentent d'étouffer par une communication massive. La technologie, les réseaux sociaux et internet permettent ainsi

de contourner les dispositifs sécuritaires et la propagande israélienne; les jeunes Palestiniens l'ont bien compris et s'y engouffrent, tant qu'ils le peuvent encore. Les pages Facebook ou Instagram se multiplient, chacune avec sa spécificité et son angle d'attaque, mais toujours avec le même but: montrer la réalité de l'occupation, celle que vivent au quotidien les millions de Palestiniens sur place. *Eye on Palestine* publie tous les jours des vidéos des habitant·e·s de la Palestine, et montre le quotidien d'artisans, de céramistes, ou de restaurateurs dans le contexte de l'occupation. Des vidéos artistiques, sans trop de discours politique, qui rendent une humanité simple à ce peuple si souvent déshumanisé.

Des infographiques percutantes

Tous les jours, la page Instagram *Documenting Palestine* propose, elle, une image d'archive, un bout d'histoire de la Palestine enrichi d'un bref texte contextuel. Un concept simple visant à «explorer l'identité palestinienne à travers le passé, le présent, le futur, l'exil et le retour».

Plus artistique, un groupe de chercheurs, de designers et de spécialistes en communication ont créé

Visualizing Palestine; le site propose des infographies percutantes, basées sur des données fiables, pour présenter le conflit de manière éducative aux nouvelles générations. D'un coup d'œil, on comprend la situation catastrophique de l'eau à Gaza, ou encore le système israélien de ségrégation des populations palestiniennes par l'intermédiaire du droit de citoyenneté. Des thèmes complexes, brillamment illustrés et résumés en une image forte.

Que ce soit par l'humour, l'histoire, l'art ou la technologie, les Palestiniens et activistes pour la justice dans le monde entier se renouvellent pour faire en sorte que le monde n'oublie pas la situation sur place. «Nous sommes obligés de sortir des outils traditionnels de plaidoyer et de sensibilisation pour toucher de nouvelles personnes, pour propager ces idées au-delà des cercles de convaincus», rajoute Inès Abdel Razek-Faoder. Avec des moyens dérisoires, mais beaucoup d'inventivité et de résilience, les Palestiniens trouvent des nouvelles façons de résister.

Afin de ne pas oublier les précurseurs, signalons l'équipe *d'Apartheid Adventures* qui, depuis 2013, a produit des dizaines de courtes vidéos ironiques (caustiques) qui démontrent le cynisme du tourisme «Brand Israël». «Des privilèges ethniques à des prix abordables», «Eurovision – Dansez avec l'apartheid», «L'Apartheid sans retenue» ne sont que quelques exemples qui illustrent différents aspects de la politique raciste du régime d'apartheid en Israël/Palestine.

Liens aux ressources mentionnées

Applikation Palestine VR: tinyurl.com/uwtw2ur
 Eye on Palestine www.instagram.com/eye.on.palestine/?hl=de%20bwz.%20@eye.on.palestine
 Documenting Palestine www.instagram.com/documentingpalestine/ bzw. [@documentingpalestine](https://www.instagram.com/documentingpalestine)
 Visualizing Palestine www.visualizingpalestine.org
 Apartheid Adventures www.apartheid-adventures.com



Infographie de *VisualizingPalestine.org* sur la situation à Hebron

Le PS essaie de ménager la chèvre et le chou...

Martina Guggenbühl

En contradiction avec sa volonté déclarée de protéger les défenseurs des droits humains, le PS Suisse a adopté une définition très problématique de l'antisémitisme.



En mai 2019, le Comité directeur du Parti Socialiste a adopté dans une résolution une définition problématique de l'antisémitisme proposé par la International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA) et avancé par le lobby pro-israélien. Quelques semaines après, le Conseiller des Etats du PS Paul Rechsteiner a déposé un postulat demandant au Conseil Fédéral d'étudier et d'adopter cette même définition.¹

La crainte d'être accusés d'antisémitisme

Alors pourquoi le PS a-t-il proposé cette définition? Quel urgence y'avait-il à l'adopter?

Oui, l'antisémitisme est bien pré-

sent dans notre société et il faut le combattre vigoureusement, comme tout autre forme de racisme. Cependant il n'est pas exact de prétendre qu'il y aurait une nette augmentation du nombre d'incidents antisémites en Suisse. Les statistiques actuelles de la Commission fédérale contre le racisme montrent que les incidents à l'égard de personnes racisées noires et des musulman-ne-s sont bien plus répandues. Pourquoi alors cette focalisation sur le seul antisémitisme? Pour se justifier, le secrétariat central dit avoir reçu des reproches accusant le parti d'être antisémite.

Les accusations d'antisémitisme ne sont pas à prendre à la légère. Elles peuvent cependant être instru-

mentalises pour paralyser la critique politique. Effectivement, l'accusation d'antisémitisme est constamment et brutalement dirigée contre tous ceux et celles qui défendent les droits fondamentaux des Palestinien-ne-s et qui critiquent la politique israélienne. De nombreux politiciens en sont victimes, tel Jeremy Corbin qui s'est toujours montré solidaire des droits de Palestinien-ne-s (www.aljazeera.com/investigations/thelobby/). En Suisse, on a pu observer des campagnes de haine semblables, bien qu'elles ne soient pas comparables en termes de portée et d'ampleur.²

Mais en voulant se protéger contre les accusations d'antisémitisme, le PSS a fait un travail bâclé sur l'étude de définition de l'IHRA et de ses conséquences. Par là il a ouvert la porte à ce que les défenseurs des droits de la population palestinienne et des droits démocratiques pour tous soient accusés d'antisémitisme. Que des partis tels l'UDC ou le PLR soutiennent cette définition n'a rien d'étonnant. Mais provenant du PSS qui dit vouloir protéger les défenseurs des droits humains, cela est incompréhensible et navrant.

Critiquer Israël = antisémitisme?

Des experts reconnus du droit international ont accusé l'Etat israélien d'être une entreprise coloniale et de pratiquer une politique d'apartheid. La direction du PS évite de s'exprimer sur ces questions, pourtant brûlantes. Dans sa déclaration à propos de l'antisémitisme, la direction du PS reconnaît qu'il est légitime de critiquer la politique israélienne, mais relativise aussitôt ce principe en reprenant des concepts du lobby pro-israélien utilisés pour tenter d'établir un soi-disant «antisémitisme spécifique à Israël» qui nierait le «droit à l'existence» d'Israël et utiliserait à l'égard de ce pays un «double standard». Israël n'est certes pas le seul pays à commettre des crimes, mais on ne peut pas passer sous silence le fait que cet Etat mène une occupation depuis plus de 53 ans ainsi qu'une politique de colonisation de peuplement, de nettoyage ethnique et d'apartheid.

1 Pour la critique de la résolution de l'IHRA du PS Suisse, voir la discussion détaillée du contenu par BDS Suisse sur www.bds-info.ch/index.php/fr/articles/resolution-ps-antisemitisme.

2 Ainsi la Basler Zeitung faisait campagne contre un membre PS du Grand Conseil de Bâle-Ville en déclarant que «l'agitation anti-israélienne» ferait partie du programme du parti.

3 Récemment, l'exclusion de la population non-juive a été encore consacré par la loi nationale (voir Palestine Info d'été 2019).

4 Daniel Jositsch, par exemple, qui aux côtés des membres de l'UDC et des bailleurs de fonds évangéliques (israelwerke.ch/fr/actualites/israel-manifest) vante la «société plurielle» d'Israël en tant que «démocratie parlementaire».

Le PS dit vouloir protéger tous les défenseurs des droits humains. Or les droits humains sont de portée universelle et doivent donc s'appliquer à tous les citoyens d'Israël (et pas seulement aux juifs/juives). En défendant «le droit à l'existence» d'Israël, le PS s'enfonce dans une contradiction. Car Israël se revendique comme Etat juif, ce qui exclut par principe sa population non juive.³ Cette population non juive n'a-t-elle donc pas droit à l'existence? Par ailleurs la question du droit à l'existence de l'Etat d'Israël ne peut pas être posée séparément du droit à l'autodétermination des Palestinien-ne-s.

Ces positions floues et contradictoires de la direction du PS visent non seulement à le défendre contre les accusations d'antisémitisme mais aussi à trouver un compromis ménageant ceux et celles de ses représentant-e-s qui soutiennent fermement la politique sioniste.⁴

Choisir son camp

Fondamentalement le PSS est face à un dilemme incontournable. D'un côté sa direction déclare vouloir protéger les valeurs démocratiques et les défenseurs des droits humains mais de l'autre côté, elle adopte une définition qui va porter préjudice à ceux et celles qui défendent les droits humains et combattent le racisme et l'apartheid – notamment les Palestinien-ne-s qui revendiquent leurs droits fondamentaux. A vouloir ménager la chèvre et le chou, les déclarations contradictoires de la direction du PS l'empêcheront de formuler des revendications concrètes et de proposer des mesures par rapport à la situation d'injustice en Israël/Palestine. Dans le pire des cas, ces positions la pousseront à relayer la propagande israélienne. Il ne peut y avoir de compromis possible. Tant que dans ses déclarations et ses actions le PS ne prendra pas clairement position contre l'apartheid et pour le droit de le combattre, il fait le jeu de la propagande israélienne et des partisans d'un système social raciste et identitaire au détriment de la conception des droits fondamentaux pour toutes et tous.

Annexion et vol

Hanspeter Gysin

Aujourd'hui, il ne reste guère plus de 20% de la patrie historique du peuple palestinien, qui est gouvernée par une administration pseudo-autonome, totalement dépendante de l'arbitraire du gouvernement israélien. La restitution des propriétés palestiniennes volées ou détruites pendant ce temps n'est pas à l'ordre du jour.



En novembre 1947, la mini ONU de l'époque avait fait, avec la résolution 181, une proposition de partage de la Palestine, absurde et injuste à tous points de vue, tant géographiquement qu'économiquement. Après une séparation du territoire selon des critères ethniques, un Etat arabe devait être créé pour les Palestinien-ne-s et un Etat juif pour les immigrés-e-s sionistes. Immédiatement après l'adoption du plan, soit des mois avant la proclamation de l'Etat d'Israël et sans se soucier de savoir si la majorité de la Palestine était favorable à ce plan ou pas, des milices terroristes sionistes ont commencé à nettoyer de vastes parties de la Palestine de ses habitant-e-s non juifs/juives. Cette conquête, préparée de longue date, n'a cessé qu'après la proclamation officielle de l'Etat en mai 1948 par les troupes jordaniennes, les seules de l'époque au Proche-Orient à disposer d'une force de combat suffisante. Cette intervention a mené à la création d'une ligne d'armistice en 1949, la Ligne verte. En 1967, la Cisjordanie, cette partie de la Palestine tombé sous

tutelle jordannienne, a été conquise par l'armée israélienne puissamment armée, afin d'obtenir le contrôle total du territoire entre le fleuve Jourdain et la Mer Méditerranée.

Depuis le début de la politique de conquête sioniste, l'occupation, l'expropriation et l'annexion ont continué, kilomètre carré après kilomètre carré. En prétextant la sécurité d'Israël, la population indigène est chassée des zones d'occupation et des colonies exclusivement juives sont construites partout sur ses terres, clôturées par des murs et des barbelés, et sécurisées militairement par de zones interdites étendues.

Ainsi, toujours avec l'intention d'une annexion ultérieure, les terres qui restent aux Palestinien-ne-s sont aujourd'hui tellement fragmentées qu'une entité territoriale indépendante un tant soit peu viable est devenue impossible. Ces dépossessions se sont évidemment faites – et se poursuivent – sans indemnisation, ce qui justifie l'utilisation du terme vol. Le vol brutal de la terre, des maisons, des exploitations et de leurs installa-

tions, de plantations, d'infrastructures et de biens n'entraîne pas de conséquence pour Israël. Une restitution et une réparation des dégâts, humains et matériels, aux yeux de les personnes déplacées n'est pas encore à l'ordre du jour, même pas aux yeux de la «communauté internationale».

Au contraire: le gouvernement israélien se permet régulièrement d'exprimer des menaces d'annexion et de les réaliser impunément. Oui, l'annonce de nouvelles confiscations de terres durant la campagne électorale est apparemment considérée comme normale, pas seulement en Israël. Imaginez l'indignation qui se soulèverait si un politicien d'un autre pays plaçait de telles intentions au centre de sa campagne électorale.

Gestion de conflits territoriaux

Il y a de nombreux conflits territoriaux dans le monde. Par exemple, les gouvernements du Pakistan et de l'Inde se disputent la province du Cachemire et le gouvernement chinois revendique l'île de Taïwan, d'origine chinoise. Des différends sur les frontières nationales sont également apparus après la dernière guerre mondiale entre les États qui font maintenant partie de l'UE, et entre les États successeurs de l'ex-Yougoslavie. Suite à des pressions politiques extérieures, ces derniers ont par exemple promulgué des lois qui réglementent le droit au retour des personnes déplacées au cours de la guerre et rendent exécutoires les compensations pour leurs pertes.¹ Il n'y a pas eu de pression correspondante exercée sur Israël.

Lorsque le dictateur irakien Saddam Hussein a tenté de s'appropriier par force l'Émirat pétrolier du Koweït, dont l'indépendance avait été déclarée par les Britanniques en 1922, les États-Unis sont intervenus militairement afin d'empêcher ces velléités d'annexion. Dans les grands médias du monde occidental, les appropriations de territoires, telle que celle de la péninsule de Crimée, sont considérées comme des annexions et sont abondamment condamnées.

Dans ce cas concret, même s'il s'agit indubitablement d'une violation du droit international, il est douteux de parler d'annexion dans le sens de sa définition commune, la population de la Crimée ayant pu exprimer son choix d'appartenance à la Russie par le biais d'un référendum. Du point de vue du droit international, seul le fait que la population de l'Ukraine n'ait pas pu participer à la décision relative à la séparation est contestable. Par contre, dans le cas du Kosovo, la séparation de la Serbie a eu lieu unilatéralement, avec le soutien de l'Union Européenne et des États-Unis, et n'a donc pas été validée par une consultation de la population serbe. Comme pour la Crimée, il s'agit là aussi clairement d'une violation du droit international. On ne peut comparer ce type de situations qu'elles aient ou non été résolues, avec ce qui s'est passé en Palestine, dont la population palestinienne n'a jamais été consultée.

Le propre de plusieurs de ces conflits est qu'ils donnent lieu à des échanges entre les parties impliquées qui disposent d'un potentiel de défense et de moyens de pression, politiques ou économiques, qui maintiennent le statu quo dans un rapport de force relativement équilibré. Ce n'est pas le cas en Palestine, où une population indigène, opprimée militairement et en grande partie sans défense, se retrouve face à un État armé jusqu'aux dents avec la complicité des pays occidentaux..

Et pourtant, les règles sont claires

Les articles 46 et 47 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de la Convention de La Haye de 1907 stipulent que la confiscation de propriété privée est interdite, tout comme le pillage. L'article 50 interdit également les punitions collectives de la population. Les pays membres de l'ONU ont confirmé à plusieurs reprises cette Convention, la dernière fois en 1976. Et le plan de partition de l'ONU de 1947, même s'il n'a jamais

été réalisé sous cette forme, fixait très clairement que les droits humains devaient être respectés, que les expropriations étaient illégales et que les droits des minorités devaient être garantis dans les deux États proposés. En 1949, l'ONU a déterminé, dans sa résolution 303, que Jérusalem était soumise au droit international et qu'elle ne pouvait donc pas devenir la capitale d'Israël, comme cela avait été exigé. En 1967, Israël a conquis les hauteurs du Golan syrien (annexé dans les années 80), Jérusalem Est (annexée immédiatement), la Cisjordanie (truffée de colonies et de bases militaires), Gaza (verrouillée hermétiquement) et le Sinaï (restitué en 1982, sur ordre des États-Unis). Les propositions de solution au conflit du Proche Orient, formulées depuis 1967 dans de nombreuses résolutions de l'ONU, supposent toujours le retrait d'Israël des territoires occupés illégalement, jusqu'à la Ligne verte de 1949. Selon la résolution 478 de l'ONU, datant de 1980, l'annexion de Jérusalem est illégale, selon le droit international. Cette même résolution stipule qu'Israël doit annuler cette annexion. Les articles 10 et 11 de la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples indigènes, du 13 septembre 2007, résolution 61/295, prescrivent le principe de la restitution des biens dérobés par les forces d'occupation.²

Il existe des réglementations internationales de restitution et de réparation qui ont un caractère de loi, notamment concernant les confiscations de biens juifs par les nazis. D'autres réglementations relatives à la restitution de valeurs volées sont généralement le résultat de conventions de paix, suite à des conflits armés. Elles sont systématiquement mises en échec depuis des décennies par les gouvernements successifs d'Israël.

Il est nécessaire que le droit à la restitution et à la réparation des pertes subies soit également ajouté à l'agenda, tout comme le droit de retour des personnes déplacées.

1 L'exemple du contrat de restitution entre les puissances intervenantes de la guerre de Yougoslavie et la République de Serbie: tinyurl.com/qnyzc24.

2 La résolution 61/295 correspondante a été adoptée par 143 pays et seuls les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada l'ont refusée. tinyurl.com/wayslec.

La folie messianique

Interview avec David Sheen

Les questions ont été posées par Roman Vonwil et Birgit Althaler

Au mois de novembre, le journaliste israélien David Sheen a donné une série de conférences en Suisse, dissertant sur l'influence des groupes religieux extrêmement racistes qui s'étend jusqu'aux milieux gouvernementaux. Palestine Info l'a rencontré pour un entretien au sujet de l'avancée de la droite en Israël et du rôle de la fusion du camp nationaliste traditionnel avec le camp religieux.



David Sheen

Depuis quelques années, les courants d'extrême droite, que tu nommes les «suprémacistes» et qui n'hésitent pas devant des attaques et des meurtres pour attendre leur objectifs, progressent en Israël, s'insinuant jusqu'au cœur même de la société. Que révèle cette acceptation de forces hyper racistes sur l'état de la société israélienne?

David Sheen: Cette rhétorique d'extrême droite du gouvernement qui déteint sur la vie quotidienne en Israël révèle que les gens ont été abandonnés même par les alliés libéraux d'Israël. Déjà lors de la présidence Obama, Israël a continué à recevoir un soutien inconditionnel. Des milliards de dollars américains ont afflué vers le pays et les Etats-Unis ont mis leur veto pour stopper pratiquement toutes les résolutions de l'ONU critiquant Israël. L'idée était qu'en soutenant ostensiblement Israël, ses ressortissants se sentiraient protégés et appréciés par la communauté in-

ternationale, ce qui leur donnerait la confiance nécessaire pour accepter des compromis et céder des territoires aux Palestiniens. Or, cette politique a lamentablement échoué, et c'est exactement le contraire qui s'est produit. La population israélienne ne se montre guère plus disposée à faire des compromis, alors qu'avec le soutien international la société israélienne s'est déplacée encore plus vers la droite. Le gouvernement n'a même plus besoin de faire semblant d'être une démocratie libérale. Car ses alliés le soutiendront, peu importe jusqu'où il va.

Il y a d'autres alliés d'Israël qui n'ont pas l'intention de créer une véritable situation démocratique. Ces forces progressent aussi dans de nombreux pays d'Europe. Richard Spencer, un des leaders du mouvement identitaire de la nouvelle droite aux Etats-Unis, dit par exemple qu'Israël, avec sa loi sur l'État-nation, est un modèle pour l'Europe blanche. Comment fonctionne l'échange entre les groupes racistes en Israël et dans d'autres pays?

D'une part, la rhétorique de la hasbara – la propagande de l'Etat et de ses partisans – prétend qu'Israël est une «lumière parmi les nations». Que cela encouragerait les autres à devenir meilleurs. La réalité est que l'exemple d'Israël encourage en fait les autres pays à s'envenimer, amorçant une spirale descendante. Aux Etats-Unis les racistes blancs adoptent désormais le modèle israélien d'un Etat ethnique. Pour-

quoi, se demandent-ils, seuls les juifs/ juives pourraient être permis de priver d'autres personnes n'appartenant pas à leur groupe ethnique de leurs droits et de les traiter en inférieurs? Si nous soutenons Israël, qui est une ethno-cratie, n'est-il pas hypocrite d'appliquer des normes de jugement plus élevées pour nous?

Installé en Israël depuis 1971 et assassiné en 1990, le rabbin Meir Kahane, figure centrale dans le développement de la droite israélienne, s'était distingué aux Etats-Unis par sa lutte agressive contre le mouvement d'opposition à la guerre au Viêt-Nam, de défense des droits civiques et contre la gauche. Tu appelles son mouvement le cinquième camp, le camp messianique. Quel rôle Kahane a-t-il joué en Israël?

Kahane a légitimé le racisme, et c'est son plus grand impact sur la société israélienne. Certes, le racisme existait déjà: dès sa fondation, l'Etat a discriminé les citoyens non juifs/ juives. Néanmoins, les politiques qui dirigeaient l'Etat dans les premières décennies ont utilisé la rhétorique libérale. Même s'ils ou elles utilisaient un langage raciste derrière des portes closes, ils/elles se considéraient comme les représentants d'une tradition libérale et hésitaient à s'identifier à des idées de ce genre. Kahane a brisé un tabou: il a ouvertement déclaré son racisme, et a proclamé haut et fort son objectif politique, le nettoyage ethnique. Et c'est ce que réclament, aujourd'hui, nombre d'Israéliens, sans aucune honte. Selon un récent sondage, 48 % des juifs/ juives israéliens soutiennent l'idée d'expulser la population palestinienne du pays. La moitié de la population! Et ce ne sont que ceux/ celles qui sont prêts à l'admettre ouvertement. C'est un fait angoissant. Mais aussi la conséquence directe de tabous que Kahane a rompus.

Il fut un temps où Kahane et son parti Kach furent classés comme terroristes aussi en Israël et exclus des élections. Aujourd'hui, la pensée dominante semble les avoir acceptés. N'y a-t-il plus de juges, de po-

liticiens ou d'autres forces sociales pour pointer ces tendances comme dangereuses?

Bien que le parti de Kahane lui-même ait été exclu des élections, le parti de ses adhérents a reçu l'approbation de la Cour suprême, du comité électoral de la Knesset et du parti du Likoud. Le succès des kahanistes ne doit pas être mesuré à l'aune du nombre de bulletins de votes en leur faveur ou du nombre de sièges qu'ils occupent au Parlement. Ils ne sont pas un mouvement de masse et ne le seront jamais. Leur stratégie est de former l'avant-garde et de pousser le peuple d'Israël de plus en plus vers la droite. C'est là leur rôle. Comment mesurer leur influence? On peut par exemple voir qui sont ceux/celles qui les soutiennent financièrement. Ce sont les mêmes qui financent Netanyahu et le Likoud. Israël Ariel, grand rabbin du mouvement templier, qui était auparavant candidat du parti Kahane aux élections à la Knesset, reçoit maintenant des fonds du ministère de l'Éducation et du ministère de la Culture pour inculquer aux enfants et aux jeunes israéliens le vœu de construire un temple sur les ruines de la mosquée Al-Aqsa. Ainsi, les partisan·e·s de Kahane reçoivent des fonds des donateurs du Likoud et du gouvernement, et s'infiltrèrent dans les rangs du parti au pouvoir. Le kahaniste Jehuda Glick a participé à l'avant-dernière Knesset. May Golan a été candidate du parti kahaniste pendant des années. C'est là que Netanyahu l'a recrutée et l'a nommée députée de la Knesset pour son propre parti. Les kahanistes se sont donc infiltrés dans les structures existantes et ont accès au budget et aux sphères gouvernementales. De là, ils peuvent facilement influencer la politique.

Comment l'establishment sioniste libéral, qui a longtemps été la force politique dominante en Israël, réagit-il à ces courants?

Pour comprendre la réaction du côté sioniste libéral, nous devons d'abord définir ce que nous entendons par ce terme. Combien de sionistes libéraux y a-t-il encore? C'est le parti Meretz, par exemple. Ils soulignent le pro-

blème du kahanisme, et s'inquiètent haut et fort du fait que le racisme de droite de Kahane s'infiltré dans le gouvernement. Beaucoup voient aussi le parti travailliste israélien comme un sionisme libéral, mais ce n'est pas vrai. Comme la soi-disant droite laïque ou les centristes – Tzipi Livni, le parti blanc-bleu et Yahir Lapid – ils ont collaboré avec la droite pour faire taire la gauche, pour délégitimer la lutte pour les droits humains ou pour faire avancer la loi sur l'Etat-nation, qui venait des milieux centristes plutôt que de droite. Ces centristes ont adopté et promu les concepts que Kahane a développés. À bien des égards, la loi sur l'Etat-nation était une idée de Kahane. Et c'est ensuite le parti Kadima de Tzipi Livni qui a fait passer la loi à la Knesset. Les centristes n'ont pas réussi à se distancier du mouvement Kahane, permettant à ses idées de pénétrer dans la pensée dominante par la porte dérobée.

Nombre de jeunes Israélien·ne·s ont quitté leur pays, car ils ne s'identifient pas à sa politique et vivent en Europe. La jeunesse en Israël est-elle plus critique qu'auparavant?

Non. Les jeunes ne sont pas plus critiques envers l'attitude du gouvernement que les générations précédentes. Mais ceux/celles qui le sont arrivent à la conclusion qu'ils/elles ne sont plus à leur place dans ce pays, et refusent d'élever leurs enfants dans le système scolaire israélien, qui leur fait accepter le racisme dès leur plus jeune âge. Ils/elles préfèrent tenter leur chance ailleurs. Tous les deux ou trois ans, les jeunes Israélien·ne·s sont interrogés sur leurs opinions politiques. Au fil des ans, on voit en effet diminuer la proportion de ceux/celles qui sont prêt·e·s à vivre dans le même immeuble que les non-juifs ou à étudier dans des universités mixtes. La moitié des jeunes Israélien·ne·s ne sont pas disposés à traiter les Palestiniens·ne·s ou d'autres personnes non juives d'égal à égal, et veulent les voir disparaître. Ces statistiques sont effrayantes. Contrairement à d'autres régions du monde, où au moins la tendance selon laquelle les jeunes sont moins racistes que leurs parents

est porteuse d'espoir, en Israël nous constatons la tendance inverse, à savoir que les gens deviennent de plus en plus racistes de génération en génération.

C'est un pronostic sombre. Vois-tu des perspectives pour Israël/Palestine?

J'ai grandi dans une société multiculturelle, à Toronto, où tous/toutes sont égaux/égales. Bien sûr, ce n'est pas une démocratie parfaite. Au Canada, les problèmes sont loin d'être inexistantes. Le racisme y est aussi présent, tout comme ici en Suisse et ailleurs dans le monde. Aucune société n'y échappe. Mais on y fait en sorte que tous soient traités de façon égale, quelle que soit leur race ou leur religion, ou du moins on essaie. J'estime que, dans toute société, cela devrait couler de source. Et je demande la même chose pour Israël. Je souhaiterais voir une société où tous/toutes ont les mêmes droits. Je ne veux pas de frontières qui divisent le pays en Etats séparés. Entre autres parce que cela légitimerait l'idée qu'un groupe ethnique devrait dominer dans chacun des Etats. Je vois souvent des Israélien·ne·s juifs/juives dire, lorsque des citoyen·ne·s palestinien·ne·s d'Israël ou d'autres non-juifs se plaignent du racisme: «Si tu ne te plais pas ici, va donc à Ramallah.» Cela ne peut pas être la réponse au racisme. Nous devons nous opposer au racisme dans notre société et ne pas donner un chèque en blanc à l'idée d'une ethnocratie. Je souhaite un Etat démocratique avec des droits égaux pour tous et toutes. Je ne sais pas si ce vœu se réalisera de mon vivant, et si tout le monde dans le pays accepte une solution à deux Etats, je ne mènerai pas une lutte digne de Sisyphe pour convaincre 99 % des gens du contraire. Mais puisque tu me demandes mon avis, oui, le but que je poursuis est un Etat démocratique pour tous et toutes.

Voir l'analyse des camps politiques en Israël sur le site de David Sheen Israeli Politics decoded youtu.be/r9h1xoOY63Q voire www.davidsheen.com/

Israël est inapte à trouver la paix. Explication de psychanalystes juifs

Arn Strohmeier

«Plus la politique est irrationnelle, plus la psychologie de l'inconscient nous est nécessaire pour la comprendre et la changer – et nous avec elle», écrit la psychanalyste allemande Thea Bauriedl. Lorsque Fania Oz-Salzberger, Israélienne et fille de l'écrivain Amos Oz, dit à propos de son pays que «la déraison a lentement progressé jusqu'à se transformer en folie totale», cela montre qu'un examen de la politique israélienne sous l'angle de la psychanalyse s'impose.



Le judaïsme, dès l'aube de son histoire, a été divisé en deux tendances opposées: un tribalisme à orientation particulariste, et un universalisme à orientation humaniste. De là découle le contraste dichotomique entre le sionisme radicalement nationaliste, d'une part, et de l'autre le judaïsme orienté vers les droits humains et le droit international. Toujours conscient de cette double polarité, Sigmund Freud, juif viennois et père de la psychanalyse, s'est efforcé de protéger son œuvre scientifique, à savoir la psychanalyse, de toute appropriation ethnique. Cette attitude à elle seule a déterminé sa position universaliste et, donc, sa critique du sionisme.

En effet, après un élan de sympathie de la première heure pour

l'idéologie sioniste, il ne tarda pas à s'en distancer lorsqu'il comprit avec quelle inhumanité des colons juifs traitaient la population arabe indigène. En 1936, à propos de la fondation d'un État juif, il exprima son scepticisme en ces termes: «L'histoire n'a pas fourni au peuple juif l'occasion de développer sa faculté de former un État et une société.»

Au sein du Ychouv – la société sioniste qui a précédé la création de l'État d'Israël –, puis, dès 1948, au sein de l'État d'Israël constitué, la division du judaïsme entre particularistes et universalistes est apparue très clairement chez les psychanalystes: parmi eux, certains se sont conformés aux orientations idéologiques du sionisme afin de contribuer à la réalisation de l'idéal éducatif du

«nouveau juif» et à l'intégration de la société israélienne. Les analystes universalistes – pour la plupart des immigrés qui avaient fui le nazisme – sont restés fidèles à leur orientation humaniste envers l'humanité entière. De leur camp naît une critique radicale de l'idéologie sioniste et des politiques de l'État d'Israël qui en découlent, en particulier de ses actions contre les Palestiniens.

Benjamin Beit-Hallahmi, qui compte parmi les critiques les plus sévères du colonialisme israélien, définit la politique d'Israël comme «cynique, autoritaire et réactionnaire»: l'identité et l'expérience israélienne est marquée, selon ce psychanalyste, par la prééminence de la violence, de la conquête et de la domination. Souffrant en première ligne de cette politique inhumaine et extrêmement cruelle, les Palestiniens étaient «de trop» pour les sionistes, qui cherchaient à s'en débarrasser par tous les moyens possibles. La situation n'a pas fondamentalement changé depuis lors. À l'exception d'une poignée d'adeptes du socialisme culturel ouverts d'esprit, les sionistes n'ont jamais pris en considération la reconnaissance de leurs droits ni la cohabitation. En fait, pour les sionistes, il ne s'agissait pas de tenir compte ou non des Palestiniens: ils n'existaient tout simplement pas. Ils étaient, tout au plus, un fléau à combattre, au même titre que les marécages, la chaleur et le paludisme de la Palestine, écrit Beit-Hallahmi.

Lorsque l'on a – à l'instar des sionistes – une attitude aussi empreinte de brutalité, on se doit de développer une stratégie de justification et de défense afin de dissimuler ses propres atrocités. Pour ce faire, la propagande d'Israël – selon l'analyste – se sert de l'accusation d'anti-

sémite pour contrer et bâillonner toute critique de ses agissements commis envers les Palestiniens. Une autre façon d'étouffer toute discussion rationnelle sur ses politiques est d'instrumentaliser l'Holocauste: s'en servir comme argument poursuit le même objectif, celui de museler toute critique contre Israël.

L'analyste israélien Ofer Grosbard, qui s'est fait connaître dans le monde germanophone avec son livre *Israel auf der Couch* [Israël sur le canapé], affirme que la peur, qui peut aller jusqu'à la paranoïa et qui résulte de la souffrance juive (culminant dans l'Holocauste), est un sentiment fondamental de la vie israélienne. D'où l'impression de menace constante, même si celle-ci n'est pas réelle. Selon Grosbard, le paranoïaque oscille entre l'insécurité et la peur d'une part, et l'autosatisfaction, le sentiment d'unicité et d'être le peuple élu, la suffisance et l'arrogance de l'autre. Comme les douloureux souvenirs du passé sont toujours présents, le paranoïaque ne peut jamais vraiment rencontrer l'«autre» (les Palestiniens en l'occurrence) sans qu'il y ait transfert sur celui-ci du sentiment de menace.

Mais cela signifie aussi que le paranoïaque ne peut jamais s'en prendre à lui-même pour ses actes, mais seulement à «l'autre»; pour lui le monde est divisé en «bien» et «mal». Pour Grosbard, ce mécanisme psychique – qui se traduit par l'agressivité de la politique israélienne érigeant en norme tant la guerre contre les Palestiniens que leur oppression (toujours présentées comme de la «légitime défense») – est à la base de la tragédie qui se déroule en Palestine depuis plus de cent ans. À cause de son attitude paranoïaque, conclut l'analyste, Israël ne comprend que le langage de la violence, et demeure hermétique au langage de la paix.

Ruchama Marton, analyste israélienne lauréate du prix Nobel alternatif pour la création de Physicians for Human Rights dans les territoires palestiniens occupés, et adhérente de BDS, apporte un important éclairage psychanalytique au complexe

de la politique israélienne: le mur de séparation construit par Israël pour s'isoler des Palestiniens est, selon elle, une sorte d'«obturateur métaphorique». Pour les Israéliens, cette construction monstrueuse représente donc la séparation, l'isolement par rapport aux «autres», les sauvages, les barbares avec lesquels on ne veut rien avoir à faire.

Cette attitude est basée sur le mécanisme psychologique de la fracture mentale, où le «bon moi» – avec ses aspects extérieurs et ses aspects intérieurs – se scinde du «mauvais moi» et où l'on opère un transfert des aspects rejetés de son propre moi sur les «autres», en l'occurrence aux Palestiniens. Ce qui nous donne dès lors la licence de mépriser les aspects et les caractéristiques malveillantes projetées, qui appartiennent maintenant aux «autres». Ainsi, la société israélienne peut se considérer comme civilisée et pacifique, tout en imputant les caractéristiques d'agressivité, de violence et de cruauté aux Palestiniens, qui se trouvent de l'autre côté du mur.

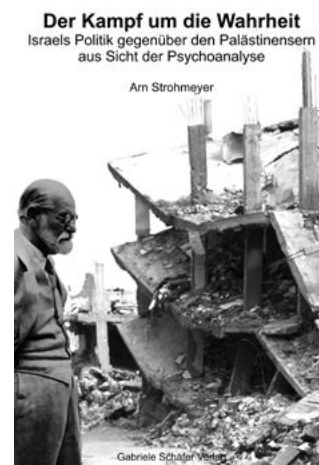
L'historien juif allemand Dan Diner met en lumière un autre aspect important de la psyché israélienne: les Israéliens nient les faits réels en Israël/Palestine – l'oppression, justement, de tout un peuple par l'action violente des colons – qu'ils escamotent à l'aide d'interprétations tirées des expériences de souffrance de leur peuple. Les Palestiniens, selon cette projection, seraient les «nouveaux nazis» qui menacent l'existence d'Israël et qui par motivation antisémite veulent poursuivre le travail d'anéantissement des nazis et éliminer Israël.

C'est là un renversement complet de la situation réelle, qui intervertit les rôles de la victime et du bourreau dans le conflit palestinien. C'est aussi le phénomène bien connu du retour du refoulé. Comme son propre passé n'a pas vraiment été traité, il est constamment présent et nous oblige à le revivre. La philosophe judéo-américaine Judith Butler, fortement influencée par Freud,

ne voit donc qu'une seule façon de sortir du dilemme sioniste: travailler sur son propre passé de telle sorte que l'«hier» n'intervienne pas constamment et ne détermine pas l'«aujourd'hui», que le passé ne domine pas le présent. À ce moment-là seulement, la perception déformée du présent pourra être surmontée et l'«autre» perçu tel qu'il est. À ce moment-là seulement, la paix sera possible.

Depuis des décennies, Israël et les Palestiniens se disputent non seulement sur le droit à la terre, mais aussi sur la perspective historique correcte. Parce que la paix ne peut pas être créée simplement par les Palestiniens (et les Arabes) en reconnaissant inconditionnellement le statu quo et, de ce fait, la réalité d'Israël, sans s'interroger sur l'histoire qui a mené à la création de cet État et les faits que le sionisme a forgés contre la volonté des Palestiniens. Les historiens, mais aussi les psychanalystes peuvent ainsi apporter une contribution importante à la recherche de la vérité historique.

Arn Strohmeier: Der Kampf um die Wahrheit. Israels Politik gegenüber den Palästinensern aus der Sicht der Psychoanalyse, Gabriele Schäfer Verlag Herne, ISBN 978-3-944487-70-0, 17,80 Euro



We Are Not Numbers

Un projet de coaching aide les étudiant·e·s anglophones de la bande de Gaza à se faire entendre à l'étranger.

Birgit Althaler

Table ronde avec l'auteure Malak Mattar, 20 ans, blogueuse et peintre, originaire de la bande de Gaza, au salon du livre de Bâle. Dans le livre *Nous ne sommes pas des numéros*, publié en allemand, ses textes et ses photos prennent une large place. Malak Mattar vit actuellement en Turquie grâce à une bourse. Dans l'entretien, elle s'exprime avec une assurance impressionnante, en paroles claires et réfléchies. À la question: «De quoi souffrez-vous le plus, des soucis matériels ou de l'isolement culturel?», Malak Mattar répond: «Est-ce que je dois choisir?». Les deux dimensions pèsent lourdement sur la vie à Gaza, dit-elle, mais l'enfermement tend à étouffer toute vie culturelle. Et comment est-il possible de vivre en situation de guerre, dans la prison à ciel ouvert qu'est Gaza? «On apprend à aimer ce qui compte vraiment. La guerre émousse le resenti. On est submergé par la peur, par la terreur de la mort imminente, l'impression d'être insignifiant ou de mourir comme un insecte. La plupart des victimes sont des civils.» Malak Mattar appartient à cette génération qui a déjà vécu trois guerres dévastatrices. Pendant les attaques, la survie physique est le principal souci. Après, «on devient hypersensible à un certain nombre de sons, qui réactualisent des émotions terrifiantes».

Depuis son plus jeune âge, Malak Mattar s'est intéressée aux questions de genre. «Les femmes ne sont pas encore complètement libres», dit-elle. Une formulation in-

teréssante, qui me fait réfléchir. Est-ce l'effet d'une émotion retenue? Ou d'un effort de sérénité, face à un public qui véhicule souvent des idées préconçues sur l'oppression des femmes dans le monde arabe? Oui, les femmes ne sont pas encore «complètement libres», ni à Gaza, ni dans le reste du monde.

Comme beaucoup de jeunes de Gaza, Malak Mattar a choisi de parler de son pays. Elle le fait sur le mode «de la vulnérabilité, de l'émotion, de la tristesse et de la colère», et d'une manière consciente et contrôlée. Car comment écrire autrement sur la Palestine, comment écrire sur Gaza? Comment expliquer au monde la réalité sur le terrain? Cette question me poursuit douloureusement. Je pense à l'hebdomadaire de gauche qui nous impose de remplacer la formule «machine de guerre israélienne», utilisée dans notre numéro spécial sur Gaza par un intellectuel de gauche directement concerné, par un terme plus neutre, afin d'éviter les associations avec le national-socialisme. Et je pense à cet ami historien, que je considère par ailleurs comme un penseur subtil, et qui écrit ces phrases terribles: «La Marche du Retour¹, une imposture aussi cynique qu'inhumaine. Si ces sympathiques jeunes hommes étaient autorisés à «retourner» dans un pays où ils n'ont jamais vécu et où ils n'ont rien à faire, ils prendraient par la force les villes et villages israéliens les plus proches, pour y tuer le plus grand nombre de personnes possible, dans

la meilleure tradition nazie.» N'est-ce pas là ce qu'Alice Rothchild, l'une des coaches du projet *We Are Not Numbers*, décrit dans la postface du livre: que l'Occident trouve souvent douloureux, étant donné la réalité de l'Holocauste, de reconnaître l'injustice qu'Israël commet aujourd'hui, et la manière dont cette injustice s'inscrit dans l'héritage européen du racisme et du colonialisme?

Alors comment écrire sur Gaza? C'est la question que s'était posée la rédaction de notre numéro spécial de 2017 sur Gaza. Nous voulions parler de cette région très peuplée et soumise à un blocus total, en évoquant la guerre, la destruction, la pauvreté, le danger, l'étroitesse, mais aussi la beauté de la région, le miracle de la vie quotidienne qui se poursuit. Et c'est la même question qui se pose inévitablement aux jeunes auteur·e·s impliqué·e·s dans le projet, dont la plupart ne peuvent quasiment pas quitter la bande de Gaza, et ne sont connecté·e·s au monde extérieur que par le biais des réseaux sociaux, à condition que la connexion fonctionne et que leurs appareils soient chargés, donc quelques heures par jour seulement. Ces jeunes cherchent une réponse à opposer à la méconnaissance du regard extérieur. À ce jour, plus de 200 jeunes auteur·e·s âgé·e·s de 17 à 29 ans ont participé à ce projet qui s'adresse aux étudiant·e·s en langue et littérature anglaises. Leur intention est de «discuter de la manière dont la Palestine peut s'impliquer dans un débat allant au-delà des stéréotypes et du cadrage propagé par l'industrie de l'information israélienne», écrit Alice Rothchild. Chacun·e des jeunes auteur·e·s est coaché·e à un niveau professionnel par un·e écrivain·e, un·e journaliste, un·e blogueur/euse ou un·e enseignant·e d'un pays anglophone. Jusqu'à présent, plus de 130 mentors ont accepté de participer à un tel échange, aussi exigeant pour les jeunes que pour leurs coaches. Le résultat est une collection impressionnante de productions littéraires, témoignant de la quête de perspectives de vie et de l'urgence de trouver une solution politique.

1 Protestations de la société civile de la bande de Gaza, avec pour revendication principale le droit au retour des réfugiés. Dans le cadre de ces manifestations, présentées par la propagande israélienne comme une récupération des jeunes par le Hamas, les fusils de l'armée israélienne ont fait plus de 300 morts et d'innombrables blessés parmi les manifestants au cours des deux dernières années. L'auteure Asmaa Tayeh écrit: Je déteste Gaza parce que plus d'une centaine d'entre nous ont été tués et 13 000 autres blessés lors de la marche du retour. Et ce uniquement parce qu'ils vivent dans cette prison et qu'ils ont eu le culot de protester, de rappeler au monde leurs droits fondamentaux.

Impressum

Palestine Info Hiver 2019/20, tirage all. 2200 ex., fr. 700 ex.

Editeur : Palästina-Solidarität Region Basel, BP 4070, 4002 Bâle

Traductions : Feyrouz Ounaies, Brigitte Reins et autres

Mise en page : Georg Iliev, popolo GmbH

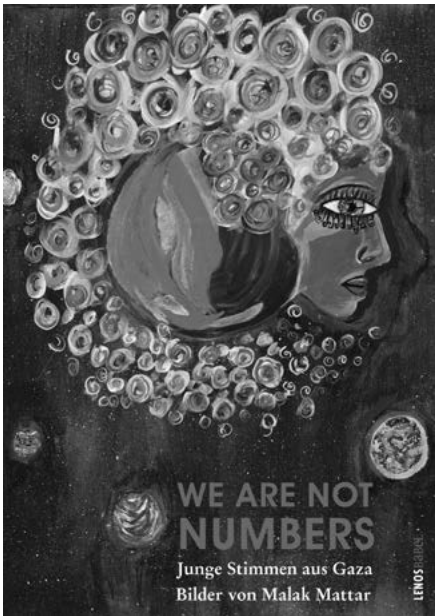
www.palaestina-info.ch info@palaestina-info.ch

Merci pour vos dons, CCP 40-756856-2

IBAN: CH31 0900 0000 4075 6856 2

We Are Not Numbers Électricité

Palestinian youth tell the human stories behind the numbers in the news
www.wearenotnumbers.org



Lenos Verlag, Basel, 22.50 Euro / Fr. 29.80

Ode à mon amoureux, le drone

Basman Derawi

Nous voilà réunis
À nouveau.
Lui et moi,
Et son bourdonnement.
J'aime
Quand il est silencieux.
Il aime
Quand je l'écoute.
Sa voix est une douleur
Aiguë dans ma tête.
Je le supplie
De m'épargner son amour.
Mais il me poursuit, fidèle
Et bourdonne toute la nuit.
Je le vois en rêve
Qui explose.

Mis en ligne le 3 juin 2018.

Malak Mattar

Chaque jour, quand je suis assise seule dans le noir, dans ma chambre,
Je regarde dans l'espace, ne voyant que la lune avec sa lueur,
Je fantasme de la tenir et de l'utiliser comme une lampe dans ma chambre.
Je peux faire ce qui me passe par la tête, je lis, j'écris et je peins.
Je n'ai pas besoin d'elles, les quelques heures humiliantes d'électricité qu'ils nous accordent.

Mis en ligne le 21 juillet 2016.

Le monde entier doit savoir

Anas Jnena

Le monde entier doit savoir qu'à Gaza, nous sommes heureux de vivre – comme tout être humain partout ailleurs. Le monde entier doit savoir que Gaza n'est pas cette terre dévastée, poussiéreuse, désertique qu'on vous montre si souvent dans les journaux télévisés. Le monde entier doit savoir que nous, Palestiniens, ne sommes ni des victimes ni des héros. Comme tout le monde, nous nous réveillons le matin pour aller à l'école ou au travail, nous rions quand nous entendons une bonne blague, et nous avons parfois mal aux dents. Nous aimons l'odeur de la mer et les couleurs du ciel, surtout au soleil couchant. Et nous détestons le rendez-vous chez le dentiste, même quand il est vraiment temps d'y aller.

Le monde entier doit savoir que les trilles de la mère palestinienne à la mort de son fils ne signifient pas qu'elle n'a pas de cœur. Qu'il s'agit bien plutôt de la tentative de se convaincre, et de monter à ses autres enfants, qu'elle est capable de faire face à la douleur, qu'elle survivra à la perte, qu'elle n'abandonnera pas. Si vous voulez vraiment connaître le fond de son cœur, regardez-là dans les yeux, et déchiffrez leur message. Et si vous en avez le courage, alors passez sous la fenêtre de cette mère la nuit, et entendez ses soupirs et ses plaintes déchirantes.

Le monde entier doit savoir: quand les enfants palestiniens jettent des pierres aux soldats israéliens, envoyés pour imposer l'occupation, cela ne veut pas dire que nous apprenons la haine à nos enfants, ou que nous approuvons la violence. C'est simplement pour nous la seule manière de montrer aux soldats que nous nous défendons, que nous résistons, que nous ne nous résignons pas. Au lieu de mettre en doute les motifs des Palestiniens, il faudrait poser une question: quelles sont les contributions d'Israël en faveur de la paix et de la justice? L'expansion des colonies, le blocus depuis dix ans, les frontières bouclées, l'électricité limitée à huit heures par jour, les trois guerres...?

Et le monde entier doit savoir qu'on ne nous empêchera jamais de tomber amoureux, d'écouter *Another Lonely Night* d'Adam Lambert quand l'amour se brise, *What Goes Around... Comes Around* de Justin Timberlake quand il y a trahison, ou *Hello* d'Adele, quand nous sommes dévorés par la nostalgie. Le monde entier doit savoir qu'à Gaza comme ailleurs, les adolescents amoureux sèchent la dernière heure de cours pour rencontrer des filles, et leur glisser leurs lettres d'amour innocentes.

Le monde entier doit savoir qu'en Palestine, il y a des écrivains, des artistes, des penseurs et par dessus tout des amoureux. Le monde entier doit savoir que nous sommes des êtres humains, tout comme vous.

Mis en ligne le 28 avril 2017.